

# Formateur d'adultes, un métier précaire

**EMPLOI** Cumul de plusieurs emplois, incertitude, haute flexibilité exigée... être formateur d'adultes en Suisse implique certaines difficultés. C'est ce que révèle une étude sur leurs conditions de travail, menée sur mandat du syndicat Unia et publiée lundi

JULIE EIGENMANN

🐦 @JulieEigenmann

«Certains mois, je ne donne quasiment pas de cours, ce qui signifie des périodes presque sans salaire.» Olga\*, quadragénaire, est formatrice d'adultes en français pour les allophones, notamment pour les personnes migrantes, un métier qu'elle décrit comme «riche et diversifié». Mais pour parvenir à joindre les deux bouts, elle a également un autre emploi (comme c'est souvent le cas chez les formateurs, précise-t-elle), dans le domaine du handicap.

Salariée chez un prestataire de cours de langue, elle bénéficie d'une garantie d'heures minimum par année, qui correspond environ à un 30%. Un taux qui fluctue en fonction des mois et des années. «Mais j'aimerais bien avoir une situation plus stable sur laquelle je peux compter», regrette Olga.

## Manque de reconnaissance

Olga n'est pas la seule dans ce cas. Une étude menée par le Bureau BASS sur mandat du syndicat Unia se penche sur les conditions de travail des formateurs et formatrices

d'adultes. Réalisée entre septembre 2019 et janvier 2020, avant le coronavirus, elle a consisté en des entretiens avec des représentants d'ONG et de prestataires de formation du secteur privé. Mais aussi en une enquête en ligne à laquelle ont répondu 540 enseignants. Ils sont majoritairement des salariés d'instituts de langue (certains sont aussi dans la formation continue ou le développement personnel) et 81% des sondés travaillent chez un prestataire assumant des mandats publics.

Résultats: pour 74% des formateurs interrogés (en majorité des formatrices), leur salaire ne suffit pas ou que partiellement pour vivre. Quarante-huit pour cent travaillent chez un deuxième employeur (dont 41% même chez un troisième). «C'est symptomatique de cette branche qui n'est pas vraiment reconnue en tant que telle alors qu'elle prend de l'importance et sera essentielle pour la sortie de la crise du coronavirus, commente Yolande Peisl-Gaillet, membre de la direction du secteur tertiaire Unia. Ces personnes sont souvent obligées de jouer sur plusieurs tableaux pour s'en sortir.»

## «Un cours annulé n'est souvent pas dédommagé»

YOLANDE PEISL-GAILLET, MEMBRE DE LA DIRECTION DU SECTEUR TERTIAIRE UNIA

Des chiffres qui ne surprennent pas Guglielmo Bozzolini, directeur d'ECAP, organisation à but non lucratif pour la formation de migrants et travailleurs non qualifiés. Elle compte 950 enseignants sur toute la Suisse. «Il y a une grande différence entre les formateurs pour managers, par exemple, et ceux qui visent des publics moins qualifiés, constate-t-il. Et de fausses idées selon lesquelles tout le monde peut devenir enseignant de langue et que cela ne représente jamais une activité professionnelle principale perdurent.» Bien que l'enquête ait été adressée à tous les profils de formateurs, ceux qui ne sont pas des enseignants de langue semblent avoir été en effet moins interpellés par cette thématique, réagit Yolande Peisl-Gaillet.

## Proche des indépendants

Une haute exigence de flexibilité et un climat d'incertitude sont aussi communs pour ces enseignants, note l'étude: 50% des salariés ont un contrat de travail avec salaire variable sans minimum garanti et pour 58% d'entre eux, les plans de travail ne sont connus qu'au maximum deux semaines à l'avance. Une situation qui n'est pas toujours simple à vivre, comme en témoigne Olga: «Ne pas savoir quand je vais travailler rend ma vie privée difficile à organiser et m'occupe beaucoup l'esprit.»

Unia compare ainsi ces salariés particuliers aux indépendants: pas de travail, pas de salaire. «Un cours

74%

C'est la proportion de formateurs interrogés dont le salaire ne suffit pas ou que partiellement pour vivre.

48%

des formateurs qui ont participé à l'étude cumulent deux, voire trois emplois.

annulé n'est souvent pas dédommagé», précise Yolande Peisl-Gaillet.

Cette précarité, estime Unia, vient aussi de la méthode d'attribution des mandats publics (une formation à destination des chômeurs, par exemple) à ces institutions de formation: le prix est devenu le principal critère de choix. «Cette pression sur les prix pèse sur toute la branche, aussi bien sur les conditions de travail que sur les salaires», estime Yolande Peisl-Gaillet. Les formateurs du secteur privé appellent donc les pouvoirs publics à défendre le principe d'une CCT pour ce secteur. A l'image d'ECAP, déjà dotée d'une convention collective de travail. ■

\* Prénom d'emprunt